

Pour un plan Marshall politique

- ▶ La démission du Premier wallon s'est "invitée" à un débat sur l'avenir de Liège.
- ▶ Avant même l'annonce, certains participants avaient déjà évoqué la nécessité d'un plan Marshall politique.
- ▶ Ils ne croyaient pas si bien dire...

AMBIANCE
OLIVIER BÉART

Vendredi soir, dans une des nombreuses salles que compte le Val-Saint-Lambert, les personnalités politiques arrivent les unes après les autres, suivies ou précédées de représentants du monde des entrepreneurs. Daerden (PS), Simonet (CDH), Javaux (Ecolo) et Bacquelaine (remplaçant au pied levé le président du MR, Didier Reynders, retenu ailleurs): quatre poids moyens et lourds composaient un menu fort alléchant pour ce débat, organisé par un énième groupement - privé cette fois - intéressé par la reconversion liégeoise.

Saluons toutefois l'initiative et l'idée de confronter ces personnalités à Vincent Reuter (UWE), Roger Mené (UCM), Paul Thonon (CMI) et Philippe Schleicher (Techspace Aéro).

Après une petite demi-heure d'échanges d'intérêts divers, vint une question posée par les organisateurs: "La couleur de la cravate joue-t-elle encore un rôle lorsqu'un candidat postule pour un emploi public ou lorsqu'un individu cherche à obtenir des subides?" La salle se tait. Jean-Michel Javaux saisit le micro et lance: "Le plan Marshall économique ne sera une réussite que s'il est accompagné d'un plan Marshall politique, car beaucoup d'investisseurs nous disent attendre des garan-



Photo de famille d'il y a quelques semaines: les Liégeois et les autres ne regardaient pas tous dans la même direction.

traits alors que la nouvelle se répand comme une traînée de poudre d'un bout à l'autre de la table des intervenants. Petit à petit, la rumeur envahit la salle et le pauvre spectateur posant à ce moment une question aux représentants du monde politique est à peine audible.

En grands professionnels, les acteurs du débat se ressaisissent, parviennent à écouter de façon attentive les dernières questions du public et surtout, à y répondre de façon précise alors qu'au fond de la salle, attachés de presse et directeurs de cabinet ne décollent l'oreille de leur GSM que pour se consulter les uns et les autres.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la nouvelle était on ne peut plus inattendue et la décision de Van Cau on ne peut plus personnelle, puisque les ministres de son propre gouverne-

ment et un poids lourd du PS comme Daerden n'étaient pas au courant de ce qui allait se produire avant que tombe le premier communiqué. S'ils l'avaient été, nul doute qu'ils ne se seraient pas déplacés au Val-Saint-Lambert pour ce débat.

Vient enfin l'heure des conclusions, un peu plus tôt que prévu. Le dernier mot revient à la ministre CDH Marie-Dominique Simonet, qui rappelle ces mots de l'étude Liège 2020 à propos du scénario de l'hydromélie, des deux plus favorables envisagés par cette étude: "Une stratégie de développement est présentée en septembre 2005 (...). On se met rapidement d'accord sur le fait qu'il faut mar-

quer une rupture par rapport au passé (...). Il convient de miser sur le potentiel endogène de manière à construire un système productif capable de résister au

retournements conjoncturels". Et elle ajoute: "Septembre 2005, nous y sommes, et le plan Marshall que nous venons de présenter ne dit pas autre chose que ce scénario de l'hydromélie".

Unité liégeoise

Reste à espérer que l'oiseau, qui a du plomb dans l'aile, aura suffisamment de force pour poursuivre son envol. Tout le monde en tout cas semble prêt à mettre du sien. Car si majorité comme opposition se sont accordées pour condamner certains agissements dans l'affaire de la Carollo, nul ne s'est permis d'attaquer l'homme Van Cau, ni d'évoquer la mort du plan Marshall. Pas même au MR où le Wallon Serge Kubla avait un moment envisagé cette option. La preuve qu'à Liège, on sait faire preuve d'unité lorsqu'il s'agit de l'avenir de la région. ■